

**GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN – GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION  
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

**COMMUNAUTE FRANÇAISE – FRANSE GEMEENSCHAP**

**MINISTERE DE L'EDUCATION, DE LA RECHERCHE ET DE LA FORMATION**

F. 96 – 1044

[S – C – 29154]

**27 MARS 1996. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française rendant obligatoire la décision du 24 janvier 1996 de la Commission paritaire de l'Enseignement fondamental libre confessionnel relative à la création d'une instance de concertation locale entre pouvoirs organisateurs et délégations syndicales**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 1er février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné tel que modifié par le décret du 22 décembre 1994 portant mesures urgentes en matière d'enseignement, notamment l'article 97;

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 18 février 1993 relatif aux Commissions paritaires dans l'enseignement libre confessionnel;

Sur proposition de la Ministre-Présidente chargée de l'Education, de l'Audiovisuel, de l'Aide à la Jeunesse, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 26 février 1996,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Est rendue obligatoire la décision du 24 janvier 1996, ci-annexée, de la Commission paritaire de l'Enseignement fondamental libre confessionnel relative à la création d'une instance de concertation locale entre pouvoirs organisateurs et délégations syndicales.

**Art. 2.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1er février 1996.

**Art. 3.** Madame la Ministre-Présidente qui a dans ses attributions le statut des membres du personnel de l'enseignement libre subventionné est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 27 mars 1996.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre-Présidente chargée de l'Education, de l'Audiovisuel, de l'Aide à la Jeunesse,  
de l'Enfance et de la Promotion de la Santé,  
Mme L. ONKELINX

Annexe

**COMMISSION PARITAIRE DE L'ENSEIGNEMENT FONDAMENTAL LIBRE CONFESSIONNEL**

**Décision relative à la création d'une instance de concertation locale  
entre pouvoirs organisateurs et délégations syndicales**

En séance du 24 janvier 1996, la Commission paritaire de l'Enseignement fondamental libre confessionnel a adopté la présente décision ainsi que le commentaire y annexé.

**CHAPITRE 1er. — Champ d'application**

**Article 1<sup>er</sup>.** La présente décision s'applique à tous les pouvoirs organisateurs des établissements scolaires relevant de la compétence de la Commission paritaire de l'Enseignement fondamental libre confessionnel ainsi qu'aux membres de leur personnel soumis au décret du 1er février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidié de l'enseignement libre subventionné.

**Art. 2.** La présente décision constitue une modalité d'application de la décision prise ou à prendre en Commission paritaire Centrale de l'Enseignement libre confessionnel en matière de délégation syndicale pour les établissements scolaires relevant de son champ de compétence ainsi que les membres de leur personnel soumis au décret du 1er février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidié de l'enseignement libre subventionné.

**Art. 3. § 1er** Dans les établissements d'enseignement dotés d'un Conseil d'Entreprise et/ou d'un Comité de Sécurité, d'Hygiène et d'Embellissement des Lieux de Travail, les compétences légales leur restent dévolues.

Les établissements visés par le présent paragraphe sont invités à créer une section concernant le seul niveau fondamental.

Cette section se voit attribuer, outre les compétences du Conseil d'Entreprise et/ou du Comité de Sécurité d'Hygiène et d'Embellissement des Lieux de Travail, celles dévolues en vertu de la présente décision.

**§ 2.** Lorsque le Conseil d'Entreprise et/ou le Comité de Sécurité, d'Hygiène et d'Embellissement des Lieux de Travail ne sont (n'est) compétent(s) que pour le seul niveau de l'enseignement fondamental, les représentants des travailleurs soumis aux dispositions du décret du 1er février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidié de l'enseignement libre subventionné exercent les compétences dévolues à l'instance de concertation locale par la présente décision.

CHAPITRE II. — *Modalités de fonctionnement des instances de concertation locales*

Art. 4. Par la présente décision, les parties signataires conviennent que les représentants des pouvoirs organisateurs et du personnel visés à l'article 1er siégeront au sein de l'instance de concertation locale selon les modalités définies ci-après.

Art. 5. § 1er L'instance de concertation locale est composée paritairement de représentants du pouvoir organisateur et de représentants du personnel.

Le directeur est membre de droit de l'instance de concertation locale, avec voix consultative en sa qualité de personne-ressource.

Toutefois, le Pouvoir organisateur peut inviter le directeur à faire partie de sa délégation, sans que le directeur puisse, à lui seul, représenter le pouvoir organisateur.

§ 2. Les représentants du pouvoir organisateur sont réputés engager celui-ci.

§ 3. Les représentants du personnel sont des délégués syndicaux dûment accrédités par leur organisation syndicale.

Ces représentants doivent être des membres du personnel du Pouvoir organisateur et être soumis au décret du 1er février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidié de l'enseignement libre subventionné.

Art. 6. L'instance de concertation locale est présidée par le président du Pouvoir organisateur ou par la personne autorisée par lui à assumer la présidence. Le président est membre de la délégation du Pouvoir organisateur.

Art. 7. § 1er. Un mandat minimum et trois mandats maximum par liste — avec un plafond de cinq mandats pour l'ensemble des listes au prorata des suffrages obtenus aux élections prévues à l'article 8 — sont à pourvoir au niveau de chaque pouvoir organisateur.

§ 2. Par dérogation aux dispositions du paragraphe 1er le nombre de mandats par liste est fixé comme suit :

a) pour les pouvoirs organisateurs employant moins de 10 membres du personnel au sens de la présente décision, un seul mandat est attribué par liste présentée;

b) pour les pouvoirs organisateurs occupant plus de trente membres du personnel au sens de la présente décision, le nombre de mandats par liste est augmenté d'une unité par tranche commencée de vingt membres du personnel au-delà de trente. Le nombre de membres du personnel est calculé à la date du 1er février précédant la date des élections.

§ 3. Par "membre du personnel", il faut entendre tout membre du personnel soumis aux dispositions du décret du 1er février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidié de l'enseignement libre subventionné qui exerce une activité à la date du 1er février comme membre du personnel du pouvoir organisateur concerné.

Art. 8. De manière à permettre le cas échéant de déterminer la majorité prévue aux articles 17 et 18, des élections seront organisées tous les quatre ans dans les établissements scolaires visés par la présente décision.

Ces élections détermineront la représentativité des organisations syndicales sur le plan local.

Chaque liste disposera d'une représentativité proportionnelle aux voix obtenues lors des élections susvisées.

Art. 9. Ont la qualité d'électeurs les membres du personnel visés par le décret du 1er février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidié de l'enseignement libre subventionné qui répondent aux conditions suivantes :

a) être en activité au moment des élections;

b) compter, au niveau du Pouvoir Organisateur, une ancienneté d'au moins quinze semaines ou être occupé dans le cadre d'un intérim de quinze semaines au moins.

Art. 10. Si une organisation syndicale n'est pas représentée au moment de l'installation de l'instance de concertation locale, le siège qui lui serait normalement dévolu peut être occupé par elle dès accréditation de sa délégation syndicale.

L'accréditation visée à l'alinéa précédent est octroyée par les responsables communautaires de l'organisation syndicale concernée.

En cas d'application du présent article, cette délégation dispose, en vue de l'application de l'article 17 et 18, d'une voix jusqu'aux élections suivantes.

Art. 11. La Commission paritaire établit le calendrier et les modalités de l'élection visée à l'article 8.

Art. 12. Les organisations syndicales confirment le mandat attribué à leur(s) délégué(s) syndical (syndicaux) à l'occasion de chacune des élections.

Art. 13. Les organisations syndicales peuvent retirer l'accréditation d'un ou de plusieurs de leurs délégués dans le courant de l'exercice de leur mandat.

Dans ce cas, le membre du personnel qu'elles désignent, en remplacement du délégué auquel l'accréditation a été retirée, continue l'exercice du mandat avec les voix y attribuées jusqu'aux prochaines élections.

Art. 14. Le mandat de représentant du personnel dans l'instance de concertation locale ne peut entraîner ni préjudice ni avantage pour le délégué.

Art. 15. Les délégués du personnel dans l'instance de concertation locale ne peuvent faire l'objet d'une sanction disciplinaire pour des motifs inhérents à l'exercice de leur mandat.

CHAPITRE III. — *Compétences de l'instance de concertation locale*

Section 1re. — *Compétences décisionnelles*

Art. 16. Sont prises à l'unanimité des représentants du pouvoir organisateur et des délégués syndicaux les décisions suivantes :

1° élaboration et/ou modification du règlement de travail. L'article 12 de la loi du 8 avril 1965 relative aux règlements de travail est appliqué;

2° fixation des critères généraux d'engagement dans les fonctions de recrutement, de promotion et de sélection,

3° modification et complément du règlement d'ordre intérieur type visé à l'article 20 de la présente décision,

4° adoption de décisions ou accords collectifs au sein de l'établissement. Ces décisions ou accords collectifs ne peuvent porter préjudice à l'application des décisions adoptées au sein de la Commission paritaire centrale de l'Enseignement libre confessionnel et/ou de la Commission paritaire de l'Enseignement fondamental libre confessionnel;

5° compétences décisionnelles des Conseils d'Entreprises ou des Comités de Sécurité d'Hygiène et d'Embellissement des Lieux de Travail.

Art. 17. Sont prises à l'unanimité des représentants du pouvoir organisateur et à la majorité des 2/3 des représentants du personnel, les décisions suivantes :

- 1° fixation de la date des demi-jours mobiles, en ce compris les jours de récupération;
- 2° affectation des moyens financiers résultant d'activités lucratives (fêtes scolaires, soupers, tombolas...) organisées en commun après consultation des partenaires associés dans ces activités;
- 3° organisation des surveillances légales.

#### Section 2. — Compétences de concertation

Art. 18. § 1er Le pouvoir organisateur représenté par ses délégués se consulte avec la délégation du personnel sur les matières visées au § 2 du présent article.

L'initiative de la concertation revient à la délégation du personnel ou à celle du pouvoir organisateur.

Toute proposition émanant d'une des parties fait l'objet d'un débat en vue d'arriver à un consensus.

Est adoptée toute proposition retenue par les délégués du pouvoir organisateur et acceptée par la délégation syndicale à la majorité des 2/3.

Si le quorum visé à l'alinéa précédent n'est pas atteint, le pouvoir organisateur décide.

§ 2. Si le Pouvoir organisateur décide à l'encontre de l'avis émis par la délégation syndicale à la majorité des 2/3, le pouvoir organisateur en communiquera les motifs par écrit à la délégation syndicale.

§ 3. Les matières devant faire l'objet d'une concertation en application de la présente section sont les suivantes :

- 1° utilisation et affectation des capitaux-périodes;
- 2° accueil des réaffectés et des membres du personnel soumis aux dispositions du décret du 1er février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidié de l'enseignement libre subventionné nouvellement engagés dans l'établissement;
- 3° les relations de travail;
- 4° compétences en matière d'affectation des classes ou des groupes de classes;
- 5° formation continuée des membres du personnel soumis aux dispositions du décret du 1er février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidié de l'enseignement libre subventionné;
- 6° ouverture et fermeture de sections, modification des structures de l'école;
- 7° modalités d'application des lois, décrets, arrêtés, décisions et règlements découlant des législations sociales de l'enseignement et des dispositions contractuelles;
- 8° tout litige ou différend de caractère collectif qui survient ou menace de survenir au sein de l'établissement et qui est en relation avec la présente décision;
- 9° toutes les matières non visées par une autre disposition de la présente décision et légalement dévolues soit au Conseil d'Entreprise soit au Comité de Sécurité, d'Hygiène et d'Embellissement des Lieux de Travail, en ce qui concerne les établissements d'enseignement dans lesquelles ces (cette) instance(s) légale(s) n'ont (n'a) pas été constituée(s);
- 10° concurrence avec les établissements voisins et planification de l'offre d'enseignement.

#### Section 3. — Droit à l'information réciproque

Art. 19. Pour pouvoir exercer leur mission, les membres de l'instance de concertation locale échangent l'information utile en matière :

- 1° juridique et administrative;
- 2° économique et financière (comptes annuels et projets d'investissement);
- 3° d'emploi.

#### CHAPITRE IV. — Réunions

Art. 20. La Commission paritaire établira un règlement d'ordre intérieur type de l'instance de concertation locale.

Art. 21. A l'initiative du Président, l'instance de concertation locale se réunit au début de chaque trimestre.

La convocation mentionne l'ordre du jour et est accompagnée des pièces se rapportant aux questions qui figurent à l'ordre du jour.

Des réunions extraordinaires seront convoquées si le pouvoir organisateur ou au moins une organisation syndicale représentée au sein de l'instance de concertation locale en fait la demande.

Art. 22. Tout membre de l'instance de concertation locale a le droit de faire inscrire à l'ordre du jour de la réunion toute question relevant de la compétence de l'instance de concertation locale.

Art. 23. § 1er. Le secrétariat de l'instance de concertation locale est assumé par un représentant des membres du personnel.

Le secrétaire est présenté selon les modalités fixées par le règlement d'ordre intérieur visé à l'article 20 et choisi à l'unanimité des membres de l'instance de concertation locale.

§ 2. Toutefois, le secrétariat de l'instance de concertation locale peut être confié au Directeur, sauf s'il est associé à la délégation du pouvoir organisateur.

§ 3. Le rôle et les tâches du secrétaire sont fixés par le règlement d'ordre intérieur visé à l'article 20.

§ 4. Le secrétaire rédige les procès-verbaux. Ceux-ci doivent reprendre les propositions faites lors des réunions, les décisions prises et un résumé fidèle des débats.

§ 5. Le procès-verbal de chaque réunion est approuvé à l'ouverture de la réunion suivante.

Art. 24. Tout accident survenu à un membre du personnel qui participe à l'instance de concertation locale au cours de la réunion ou pour se rendre à cette réunion ou pour rejoindre son domicile à l'issue de la réunion est considéré comme un accident de travail ou survenu sur le chemin du travail.

#### CHAPITRE V. — Absence de décision et recours

Art. 25. § 1er. Dans le cas visé à l'article 18, § 2, de la présente décision, chaque partie peut introduire un recours auprès du Bureau de Conciliation de la Commission paritaire de l'Enseignement fondamental libre confessionnel.

§ 2. Le recours doit être introduit dans les trois jours ouvrables à dater de la réception de la décision motivée émanant du Pouvoir organisateur.

Le recours ne doit pas être motivé mais doit être accompagné de la notification émanant du Pouvoir Organisateur.

§ 3. Dans la mesure où le procès-verbal de la réunion est déjà disponible, il doit être transmis au président de la Commission paritaire.

Si le procès-verbal n'est pas encore établi, le président de la Commission paritaire invite le secrétaire de l'instance de concertation locale à lui transmettre d'urgence le projet de procès-verbal relatif au point donnant lieu au recours.

§ 4. La partie qui soumet le différend au Bureau de Conciliation est invitée à en informer le Pouvoir organisateur et le secrétaire de l'instance de concertation locale.

Art. 26. Pour autant que cela s'avère possible et jusqu'au moment où le Bureau de Conciliation se prononce, la situation antérieure reste d'application.

Lorsque la situation antérieure n'offre pas de solution ou en cas d'extrême urgence, le président de la Commission paritaire est tenu de convoquer le Bureau de Conciliation dans un délai ne dépassant pas la semaine à dater de la réception de la demande de conciliation. En outre, la Commission paritaire peut décider de confier la résolution de ces litiges ou différends à l'organe décentralisé visé dans la décision portant création du Bureau de Conciliation.

#### CHAPITRE VI. — Information du personnel

Art. 27. L'instance de concertation locale communique régulièrement aux membres du personnel soumis aux dispositions du décret du 1er février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidié de l'enseignement libre subventionné un rapport de ses activités.

Cette information a lieu selon les modalités définies dans le règlement d'ordre intérieur.

Art. 28. Les représentants du personnel au sein de l'instance de concertation locale ont le droit d'assurer l'information des membres du personnel.

Cette information a lieu sur base des renseignements communiqués à l'instance de concertation locale en application du Chapitre III de la présente décision.

Ce droit ne peut porter sur des informations fournies à titre confidentiel.

#### CHAPITRE VII. — Durée de validité

Art. 29. La présente décision est conclue pour une période de quatre ans avec clause de tacite reconduction et entre en vigueur le 1er juin 1996. Toutefois, les dispositions relatives au processus électoral entrent en vigueur le 1er février 1996.

Chaque partie peut la dénoncer moyennant préavis de six mois notifié par lettre recommandée à la poste adressée au président de la Commission paritaire.

Art. 30. Les parties signataires demandent au Gouvernement de la Communauté française de rendre obligatoire cette décision conformément aux dispositions du décret du 1er février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidié de l'enseignement libre subventionné.

Approuvé en séance de la Commission paritaire de l'Enseignement fondamental libre confessionnel en date du 24 janvier 1996.

Pour le Sc. G.E.C.,  
A. BAUDUIN

Pour la C.S.C. (F.I.C.),  
R. DOHOGNE

Pour la F.G.T.B. (S.E.L.),  
Mme M.-Cl. PIRENNE

Pour la C.G.S.L.B. (A.P.P.E.L.),  
Mme Ch. GITENS

### COMMISSION PARITAIRE DE L'ENSEIGNEMENT FONDAMENTAL LIBRE CONFESIONNEL

#### Création d'une instance de concertation locale-Commentaire de la décision

Les organisations qui siègent au sein de la Commission paritaire de l'Enseignement fondamental libre confessionnel ont adopté ce 24 janvier 1996 une décision portant création d'une instance de concertation locale.

Le but de cette décision est d'assurer une concertation entre pouvoirs organisateurs et représentants du personnel soumis aux dispositions du décret du 1er février 1993.

Cette concertation doit :

— aboutir à ce que les avis émis par les représentants du personnel soient pris en considération par les pouvoirs organisateurs;

— contribuer à ce que les pouvoirs organisateurs et les représentants du personnel veillent à aboutir dans les meilleurs délais à des décisions en ce qui concerne les matières visées par la décision du 24 janvier 1996 relative à la création d'une instance de concertation locale;

— contribuer à l'information réciproque des membres du personnel et du pouvoir organisateur.

Toutes les organisations reconnaissent que la présente décision ne porte pas préjudice à leurs positions respectives en ce qui concerne les seuils à partir desquels doivent être institués des Comités de Sécurité, d'Hygiène et d'Embellissement des Lieux de Travail ainsi que des Conseils d'Entreprise.

Il convient de distinguer la concertation réglée en Commission paritaire par la décision du 24 janvier 1996 de la participation.

La concertation consiste dans le dialogue employeur-employés entre pouvoir organisateur d'une part et membres du personnel soumis au décret du 1er février 1993 représentés par leurs organisations syndicales d'autre part.

La concertation porte sur les diverses matières intéressant la relation et les conditions de travail visées dans la décision et ce, en rapport avec l'objet social.

La participation est exercée, quant à elle, par les pouvoirs organisateurs, directeurs, enseignants et parents.

Elle s'applique au projet pédagogique, à la recherche et à la mise en oeuvre de celui-ci dans un projet d'école.

La Commission paritaire établira un règlement d'ordre intérieur type de l'instance de concertation locale. Ce règlement d'ordre intérieur type abordera les questions suivantes :

- les modalités d'application des règles électorales;
- délai de convocation des réunions;
- délai pour faire inscrire un point à l'ordre du jour;
- contenu de la convocation;
- rôle du président et modalités de son remplacement;
- rôle du secrétaire, modalités de son choix et de son remplacement;
- règles à observer quant au déroulement des réunions;
- modalités de rédaction, d'approbation et de communication des procès-verbaux;
- modalités d'information du personnel;
- modalités de conservation des archives et de consultation de celles-ci;
- procédure de modification du règlement d'ordre intérieur;
- adaptation des dispositions légales en matière d'informations économiques et financières tenant compte de la spécificité des établissements d'enseignement par rapport aux entreprises.

Au niveau local, les parties signataires établiront un règlement d'ordre intérieur qui fixera les modalités d'organisation de la concertation, modalités devant prendre en considération les contraintes et disponibilités de chacun des partenaires.

Comme telle, la participation aux réunions de l'instance de concertation locale ne peut donner lieu à rémunération particulière.

En ce qui concerne les compétences de concertation relatives aux capitaux-périodes et à l'affectation des classes et groupes de classes, la concertation porte sur :

- la définition de règles et critères généraux;
- la vérification de la bonne application de ces critères.

En aucun cas, la concertation ne porte sur les décisions individuelles d'engagement du personnel ou d'affectation d'une classe à une personne déterminée. Ces décisions individuelles restent de la compétence exclusive du pouvoir organisateur, sous réserve du droit, du membre du personnel, de soumettre le différend au Bureau de Conciliation de la Commission paritaire.

Les représentants des travailleurs disposeront du temps et des facilités nécessaires à l'exercice de leur mandat. Ce temps et ces facilités ne viennent pas en supplément de ceux qui seront définis dans la décision de la Commission paritaire centrale de l'Enseignement libre confessionnel ni de ceux résultant de l'application de la législation relative aux Conseils d'Entreprise et aux Comités de Sécurité, d'Hygiène et d'Embellissement des Lieux de Travail.

L'instance de concertation locale a l'obligation d'assurer l'information des membres du personnel quant à ses activités.

Les représentants du personnel ont le droit d'informer le personnel au sujet des activités de l'instance de concertation locale. Ce droit ne porte pas atteinte au fait que les informations fournies à titre confidentiel à l'instance de concertation locale ne peuvent être divulguées. Le règlement d'ordre intérieur veillera à définir les critères généraux permettant de conclure que telle information est couverte par la confidentialité. Il prévoira également une procédure de règlement des litiges en la matière.

Les parties signataires ont pris les dispositions nécessaires afin que les litiges ou différends relatifs à l'application de la décision de création de l'instance de concertation locale puissent être traités dans les meilleurs délais par le Bureau de Conciliation de la Commission paritaire. Ces dispositions sont de deux ordres :

— un recours d'extrême urgence au Bureau de Conciliation est prévu. Dans ce cas, le président doit veiller à ce que la réunion du Bureau de Conciliation se tienne dans un délai ne pouvant dépasser la semaine à dater de la réception de la demande;

— le Bureau de Conciliation déterminera, avant fin juin 1996, les modalités de décentralisation du Bureau de Conciliation ainsi que les matières pouvant être traitées à ce niveau.

Les Pouvoirs organisateurs et les organisations syndicales ont l'obligation de contribuer à cette procédure d'urgence. Cette collaboration prendra les formes suivantes :

— la partie qui soumet un litige ou différend au Bureau de Conciliation est tenue de communiquer copie de la demande qu'elle introduit à toutes les autres parties sur le plan de l'établissement concerné (pouvoir organisateur et autres organisations syndicales);

— la partie qui soumet un litige ou différend est invitée à transmettre cette demande par télécopie au président du Bureau de Conciliation.

Afin d'accélérer les délais de convocation du Bureau de Conciliation, la convocation pourra être adressée à toutes les parties par télécopie.

La décision portant création de l'instance de concertation locale entre en vigueur le 1er juin 1996, à l'exception des dispositions relatives au processus électoral. Ces dernières dispositions entrent en vigueur le 1er février 1996.

Approuvé en séance de la Commission paritaire de l'Enseignement fondamental libre confessionnel en date de 24 janvier 1996.

Pour le Sc.G.E.C.,  
A. BAUDUIN

Pour la S.C.C. (F.I.C.),  
R. DOHOGNE

Pour la F.G.T.B. (S.E.L.),  
Mme M.-Cl. PIRENNE

Pour la C.G.S.-L.B. (A.P.P.E.L.),  
Mme Ch. GITTENS

VERTALING

MINISTERIE VAN ONDERWIJS, ONDERZOEK EN VORMING

N 96 - 1044

[S - C - 29154]

**27 MAART 1996. — Besluit van de Franse Gemeenschap dat de beslissing d.d. 24 januari 1996 van de Paritaire Commissie voor het vrij confessioneel basisonderwijs, betreffende de oprichting van een plaatselijk overlegorgaan tussen de inrichtende machten en vakbondsafvaardigingen, bindend verklaart.**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet d.d. 1 februari 1993 houdende het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het vrij gesubsidieerd onderwijs, gewijzigd bij het decreet d.d. 22 december 1994 houdende dringende maatregelen inzake onderwijs, inz. op artikel 97;

Gelet op het besluit van de Executieve d.d. 18 februari 1993 betreffende de paritaire commissies in het vrij confessioneel onderwijs;

Op de voordracht van de Minister-Voorzitter bevoegd voor Onderwijs, Audiovisuele Media, Jeugdzorg, Kinderzorg en Gezondheid;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap d.d. 26 februari 1996,

Besluit

**Artikel 1.** De beslissing d.d. 24 januari 1996, in bijlage, van de Paritaire Commissie voor het vrij confessioneel basisonderwijs betreffende de oprichting van een plaatselijk overlegorgaan tussen inrichtende machten en vakbondsafvaardigingen wordt bindend verklaard.

**Art. 2.** Dit besluit treedt op 1 februari 1996 in werking.

**Art. 3.** De Minister-Voorzitter die bevoegd is voor het statuut van de personeelsleden van het vrij gesubsidieerd onderwijs, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 27 maart 1996.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Voorzitter bevoegd voor Onderwijs, Audiovisuele Media, Jeugdzorg, Kinderzorg en Gezondheid,  
Mevr. L. ONKELINX

Bijlage

PARITAIRE COMMISSIE VOOR HET VRIJ CONFESSIEEEL BASISONDERWIJS

**Beslissing betreffende de oprichting van een plaatselijk overlegorgaan tussen inrichtende machten en vakbondsafvaardigingen**

Ter zitting van 24 januari 1996 nam de Paritaire Commissie voor het vrij confessioneel basisonderwijs deze beslissing, alsmede het hierbijgevoegde commentaar aan.

HOOFDSTUK I. — *Toepassingsgebied*

**Artikel 1.** Deze beslissing is van toepassing op alle inrichtende machten van de schoolinrichtingen die onder de bevoegdheid ressorteren van de Paritaire Commissie voor het vrij confessioneel basisonderwijs, alsmede op de personeelsleden die onder de toepassing vallen van het decreet d.d. 1 februari 1993 houdende het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het vrij gesubsidieerd onderwijs.

Art. 2. Deze beslissing maakt een toepassingsvoorwaarde uit van de genomen of te nemen beslissing in de Centrale Paritaire Commissie voor het vrij confessioneel onderwijs inzake de vakbondsafvaardiging voor de schoolinrichtingen die onder haar bevoegdheidsgebied ressorteren, alsmede voor de personeelsleden die onder de toepassing vallen van het decreet d.d. 1 februari 1993 houdende het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het vrij gesubsidieerd onderwijs.

Art. 3. § 1. In de onderwijsinrichtingen die een ondernemingsraad en/of een Comité voor Veiligheid, Gezondheid en Verfraaiing van de Arbeidsplaatsen bezitten blijven ze de wettelijke bevoegdheden uitoefenen.

De door dit lid bedoelde inrichtingen worden verzocht een afdeling betreffende enkel het basisonderwijsniveau in het leven te roepen.

Deze afdeling bekomt naast de bevoegdheden van de Ondernemingsraad en/of het Comité voor Veiligheid, Gezondheid en Verfraaiing van de Arbeidsplaatsen ook die toegekend krachtens deze beslissing.

§ 2. Wanneer de Ondernemingsraad of/en het Comité voor Veiligheid, Gezondheid en Verfraaiing van de arbeidsplaatsen enkel bevoegd is voor het niveau van basisonderwijs, oefenen de vertegenwoordigers van de werknemers onderworpen aan de bepalingen van het decreet d.d. 1 februari 1993 houdende het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het vrij gesubsidieerd onderwijs, de bevoegdheden uit die aan het plaatselijk overlegorgaan door deze beslissingen worden toegekend.

#### HOOFDSTUK II. — *Werkingsvoorwaarden van de plaatselijke overlegorgaan*

Art. 4. Bij deze beslissing komen de ondertekenende partijen overeen dat de vertegenwoordigers van de inrichtende machten en van de in artikel 1 bedoelde personeelsleden in het plaatselijk overlegorgaan zullen zetelen volgens de hierna vermelde voorwaarden.

Art. 5. § 1. Het plaatselijk overlegorgaan bestaat paritair uit vertegenwoordigers van de inrichtende macht en van vertegenwoordigers van het personeel. De directeur is van rechtswege lid van het plaatselijk overlegorgaan, met raadgevende stem als persoon-mensmateriaal.

De Inrichtende Macht mag echter de directeur verzoeken om deel uit te maken van haar afvaardiging zonder dat de directeur alleen de inrichtende macht mag vertegenwoordigen.

§ 2. De vertegenwoordigers van de inrichtende macht worden geacht laatstgenoemde te binden.

§ 3. De vertegenwoordigers van het personeel zijn vakbondsafgevaardigden die door hun vakvereniging behoorlijk geaccrediteerd zijn.

Deze vertegenwoordigers moeten personeelsleden van de Inrichtende macht zijn en onderworpen zijn aan het decreet d.d. 1 februari 1993 houdende het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het vrij gesubsidieerd onderwijs.

Art. 6. Het plaatselijk overlegorgaan wordt door de voorzitter van de Inrichtende Macht of door de door hem gemachtigde persoon voorgezeten. De voorzitter is lid van de afvaardiging van de Inrichtende Macht.

Art. 7. § 1. Een minimummandaat en drie maximummandaten per lijst — met een plafond van vijf mandaten voor de gehele lijsten naar rato van de stemmen verkregen bij de in artikel 8 bepaalde verkiezingen — zijn te begeven op het niveau van elke inrichtende macht.

§ 2. In afwijking van de bepalingen van paragraaf 1 wordt het aantal mandaten per lijst als volgt vastgesteld :

a) voor de inrichtende machten die minder dan 10 personeelsleden in de zin van deze beslissing tewerkstellen, wordt een mandaat per voorgedragen lijst toegekend;

b) voor de inrichtende machten die meer dan 30 personeelsleden in de zin van deze beslissing tewerkstellen, wordt een aantal mandaten per lijst met een eenheid vermeerderd per begonnen schijf van twintig personeelsleden boven dertig.

Het aantal personeelsleden wordt op de datum van 1 februari voor de datum van de verkiezingen berekend.

§ 3. Onder "personeelslid" dient verstaan elk lid van het personeel onderworpen aan de bepalingen van het decreet d.d. 1 februari 1993 houdende het statuut van het gesubsidieerd personeel van het vrij gesubsidieerd onderwijs dat een bezigheid op 1 februari als personeelslid van de betrokken inrichtende macht uitoefent.

Art. 8. Om zo nodig de in de artikelen 17 en 18 bepaalde meerderheid mogelijk te maken worden om de vier jaar verkiezingen gehouden in de door deze beslissing bedoelde schoolinrichtingen. Deze verkiezingen moeten de representativiteit van de vakbonden op plaatselijk vlak bepalen.

Elke lijst zal beschikken over een representativiteit die evenredig zal zijn met het aantal bekomen stemmen bij bovenvermelde verkiezingen.

Art. 9. Hebben de hoedanigheid van kiezer de bij bovenvermeld decreet d.d. 1 februari 1993 bedoelde personeelsleden die aan volgende voorwaarden voldoen :

a) in actieve dienst zijn op het ogenblik van de verkiezingen;

b) op het vlak van de Inrichtende Macht een anciënniteit tellen van minstens vijftien weken of tewerkgesteld zijn in het kader van een interim van minstens vijftien weken.

Art. 10. Indien een vakbond niet vertegenwoordigd is op het ogenblik van het instellen van het plaatselijk overlegorgaan mag de zetel die haar normaal zou te beurt vallen door bedoelde vakbond worden bezet zodra haar vakbondsafvaardiging wordt geaccrediteerd.

De in voorafgaand lid bedoelde erkenning wordt door de communautaire verantwoordelijken van betrokken vakbond toegekend.

Bij toepassing van dit artikel beschikt deze afvaardiging met het oog op de toepassing van artikel 17 en artikel 18, over een stem tot de eerstkomende verkiezingen.

Art. 11. De Paritaire Commissie legt het tijdschema en de voorwaarden van de in artikel 8 bedoelde verkiezing.

Art. 12. De vakbonden bevestigen het aan hun vakbondsafgevaardigde(n) toegekend mandaat ter gelegenheid van elke verkiezing.

Art. 13. De vakbonden kunnen de accreditatie van één of meer afgevaardigden in de loop van de uitoefening van hun mandaat intrekken. In dat geval zet het personeelslid dat ze aanstellen, ter vervanging van de afgevaardigde aan wie de accreditatie werd onttrokken, de uitoefening van het mandaat voort met de eraan toegekende stemmen tot de volgende verkiezingen.

Art. 14. Het mandaat van personeelsvertegenwoordiger in het plaatselijke overlegorgaan mag voor de afgevaardigde geen voordeel of nadeel tot gevolg hebben.

Art. 15. De personeelsafgevaardigden in het plaatselijk overlegorgaan mogen het slachtoffer van een tuchtmaatregel niet worden om redenen in verband met de uitoefening van hun mandaat.

### HOOFDSTUK III. — Bevoegdheden van het plaatselijk overlegorgaan

#### Afdeling 1. — Bevoegdheden inzake beslissingen

Art. 16. Worden genomen met algemene stemmen door de vertegenwoordigers van de inrichtende macht en van de vakbondsafgevaardigden, de volgende beslissingen :

1° het opmaken en/of wijziging van het arbeidsreglement. Artikel 12 van de wet d.d. 8 april 1965 betreffende de arbeidsreglementen wordt toegepast;

2° vaststelling van de algemene wervingscriteria in de wervings-, bevorderings- en selectieambten;

3° wijziging en aanvulling van het in artikel 20 van deze beslissing bedoelde huishoudelijk reglement;

4° aanneming van beslissingen of collectieve overeenkomsten in de inrichting. Deze beslissingen of collectieve overeenkomsten mogen geen schade berokkenen aan de toepassing van de beslissingen die in de schoot van de Centrale Paritaire Commissie voor het Vrij confessioneel Onderwijs en/of de paritaire Commissie voor het Vrij confessioneel Basisonderwijs aangenomen werden;

5° bevoegdheden inzake beslissingen voor de Ondernemingsraden of de Comités voor Veiligheid, Gezondheid en Verfraaiing van de Arbeidsplaatsen.

Art. 17. Worden genomen met eenparigheid van stemmen door de vertegenwoordigers van de inrichtende macht en met een 2/3 meerderheid door de vertegenwoordigers van de personeelsleden, de volgende beslissingen :

1° vastlegging van de datum van de beweeglijke halve dagen, met inbegrip van de recuperatiedagen;

2° bestemming van de geldmiddelen voortspruitende uit winstgevende bezigheden (schoolfeesten, avondetens, tombola's, ...) die gezamenlijk worden georganiseerd na raadpleging van de bij deze activiteiten betrokken partners;

3° organisatie van het wettelijke toezicht.

#### Afdeling 2. — Bevoegdheid inzake overleg

Art. 18. § 1. De inrichtende macht vertegenwoordigd door haar afgevaardigden pleegt overleg met de personeelsafvaardiging over de materies bedoeld in paragraaf 2 van dit artikel. Het initiatief om overleg te plegen komt de personeelsafvaardiging of aan de afvaardiging van de inrichtende macht.

Elk voorstel uitgaande van een der partijen maakt het voorwerp uit van een bespreking om tot een consensus te komen.

Wordt aangenomen elk door de afgevaardigden van de inrichtende macht onthouden voorstel en dat door de vakbondsafvaardiging met een 2/3 meerderheid wordt aanvaard.

Indien het in voorafgaand lid bedoelde quorum niet wordt bereikt, beslist de inrichtende macht.

§ 2. Indien de inrichtende macht een beslissing neemt die niet tegenmoetkomt aan het door de vakbondsafvaardiging uitgebrachte advies, moet de inrichtende macht de redenen ervan schriftelijk aan de vakbondsafvaardiging mededelen.

§ 3. De materies die het voorwerp moeten zijn van overleg bij toepassing van deze afdeling zijn de volgende :

1° aanwending en bestemming van de lessenpakketten;

2° onthaal van de gereffecteerden en de personeelsleden onderworpen aan de bepalingen van het decreet van 1 februari 199 houdende het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het vrij gesubsidieerd onderwijs en die onlangs werden geworven in de inrichting;

3° de arbeidsbetrekkingen;

4° bevoegdheden inzake affectatie van de klassen of klasgroepen;

5° voortgezette vorming van de personeelsleden onderworpen aan de bepalingen van bovenvermeld decreet d.d. 1 februari 1993;

6° opening en sluiting van de afdelingen, wijziging van de schoolstructuren;

7° toepassingsvoorwaarden van de wetten, besluiten en reglementen voortvloeiende uit de sociale wetgevingen van het onderwijs en de contractuele bepalingen;

8° elk geschil van collectieve aard dat zich voordoet of dreigt zich voor te doen in de inrichting en dat in verband staat met deze beslissing;

9° alle materies die niet bedoeld zijn bij een andere bepaling van deze beslissing en wettelijk toegekend ofwel aan de Ondernemingsraad ofwel aan het Comité voor Veiligheid, Gezondheid en Verfraaiing van de Arbeidsplaatsen, wat de onderwijsinrichtingen betreft waarin dit(deze) wettelijk(e) orgaan(anen) niet is(zijn) samengesteld;

10° mededinging met de buurinrichtingen en planning van het onderwijsaanbod.

#### Afdeling 3. — Recht op wederzijdse voorlichting

Art. 19. Om hun opdracht te kunnen uitoefenen wisselen de leden van het plaatselijk overlegorgaan nuttige inlichtingen uit :

1° op rechtskundig en administratief vlak;

2° op economisch en financieel vlak (jaarlijkse rekeningen en investeringsprojecten);

3° inzake werkgelegenheid.



HOOFDSTUK IV. — *Vergaderingen*

Art. 20. De paritaire Commissie maakt een model - huishoudelijk reglement voor het plaatselijk overlegorgaan op.

Art. 21. Op initiatief van de voorzitter komt het plaatselijk overlegorgaan begin van elk kwartaal bijeen.

De oproepingsbrief vermeldt de agenda en is vergezeld met de stukken die in verband staan met de op de agenda staande vraagstukken.

Buitengewone vergaderingen zullen belegd worden indien de inrichtende macht of ten minste één in het plaatselijk overlegorgaan vertegenwoordigde vakbond zulks vraagt.

Art. 22. Elk lid van het plaatselijk overlegorgaan heeft het recht elk vraagstuk dat onder de bevoegdheid van het plaatselijk overlegorgaan ressorteert, op de agenda te doen inschrijven.

Art. 23. § 1. Het secretariaat van het plaatselijk overlegorgaan wordt door een vertegenwoordiger van de personeelsleden waargenomen.

De secretaris wordt volgens de in het huishoudelijk reglement vastgelegde voorwaarden voorgedragen en met eenparigheid van stemmen door alle leden van het plaatselijk overlegorgaan gekozen.

§ 2. Het secretariaat van het plaatselijk overlegorgaan kan echter aan de directeur toevertrouwd worden, behalve indien hij in de delegatie van de inrichtende macht is opgenomen.

§ 3. De rol en de taken van de secretaris worden door het in artikel 20 bedoelde huishoudelijk reglement vastgesteld.

§ 4. De secretaris stelt de notulen op. Deze moeten de op de vergaderingen naar voren gebrachte voorstellen, de genomen beslissingen en een waarheidsgetrouwe samenvatting van de debatten bevatten.

§ 5. De notulen van elke vergadering worden bij de opening van de eerstvolgende vergadering goedgekeurd.

Art. 24. Elk ongeval van een personeelslid dat deelneemt aan de werkzaamheden van het plaatselijk overlegorgaan, tijdens de vergadering of op de weg naar de vergadering of op de weg naar zijn woning wordt als een arbeidsongeval of een ongeval op de weg naar het werk beschouwd.

HOOFDSTUK V. — *Gebrek aan beslissing en verhaal*

Art. 25. § 1. In het onder artikel 18 § 2 van deze beslissing bedoelde geval mag elke partij bij het Bemiddelingsbureau van de Paritaire Commissie voor het Vrij confessioneel Basisonderwijs beroep aantekenen.

§ 2. Het beroep moet binnen de drie werkdagen te rekenen van de datum van ontvangst van de met redenen omklede beslissing uitgaande van de Inrichtende Macht aangetekend worden.

Het beroep hoeft niet gemotiveerd maar moet vergezeld zijn van de betekening uitgaande van de Inrichtende Macht.

§ 3. Voor zover de notulen van de vergadering reeds beschikbaar zijn, moeten ze aan de voorzitter van de paritaire commissie worden overgezonden.

Indien de notulen nog niet werden opgemaakt, verzoekt de voorzitter van de paritaire commissie de secretaris van het plaatselijk overlegorgaan hem het ontwerp van notulen betreffende het onderwerp dat aanleiding gaf tot het beroep, onverwijld over te zenden.

§ 4. De partij die het geschil bij het overlegorgaan voorlegt, wordt verzocht de inrichtende macht en de secretaris van het plaatselijk overlegorgaan te verwittigen.

Art. 26. Voor zover zulks mogelijk is en tot het ogenblik dat het Bemiddelingsbureau zich uitspreekt, blijft de vroegere toestand van toepassing.

Wanneer de vroegere toestand geen oplossing biedt of bij hoogdringendheid is de voorzitter van de paritaire commissie ertoe gehouden de leden van het Bemiddelingsbureau op te roepen binnen een termijn die de week niet overschrijdt te rekenen vanaf de datum van ontvangst van de aanvraag tot bemiddeling.

Bovendien mag de paritaire commissie beslissen dat het oplossen van dergelijke geschillen of conflicten moet worden toevertrouwd aan het gedecentraliseerd orgaan dat bedoeld wordt in de beslissing tot oprichting van een Bemiddelingsbureau.

HOOFDSTUK VI. — *Voorlichting van het personeel*

Art. 27. Het plaatselijk overlegorgaan deelt geregeld een verslag mee van zijn werkzaamheden aan de personeelsleden op wie de bepalingen van het decreet d.d. 1 februari 1993 houdende het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het vrij gesubsidieerd onderwijs van toepassing zijn.

Deze voorlichting gebeurt volgens de in het huishoudelijk reglement bepaalde voorwaarden.

Art. 28. De vertegenwoordigers van het personeel in de schoot van het plaatselijk overlegorgaan hebben het recht voor de voorlichting van de personeelsleden in te staan.

Deze voorlichting gebeurt op basis van inlichtingen die bij toepassing van Hoofdstuk III van deze beslissing aan het plaatselijk overlegorgaan worden medegedeeld.

Dit recht mag geen betrekking hebben op vertrouwelijke inlichtingen.

HOOFDSTUK VII. — *Geldigheidsduur*

Art. 29. Deze beslissing wordt genomen voor een duur van vier jaar met een clause van stilzwijgende verlenging en treedt in werking op 1 juni 1996. De bepalingen betreffende het kiesproces treden echter op 1 februari 1996 in werking.

Elke partij mag voornoemde overeenkomst opzeggen vermits een bij de post aangetekende brief aan de voorzitter van de paritaire commissie wordt overgezonden.

Art. 30. De ondertekenende partijen vragen de Regering van de Franse Gemeenschap deze beslissing bindend te verklaren overeenkomstig de bepalingen van het decreet d.d. 1 februari 1993 houdende het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het vrij gesubsidieerd onderwijs.

Goedgekeurd op de zitting van de paritaire Commissie van het Vrij Confessioneel Basisonderwijs d.d. 24 januari 1996.

Voor de « Sc. G.E.C. »,  
A. BAUDUIN

Voor de « C.S.C. (F.I.C.) »,  
R. DOHOGNE

Voor de « F.G.T.B. (S.E.L.) »,  
Mevr. M.-Cl. PIRENNE

Voor de « C.G.S.-L.B. (A.P.P.E.L.) »,  
Mevr. Ch. GITTENS

—  
Bijlage

#### PARITAIRE COMMISSIE VOOR HET VRIJ CONFESSIEEL BASISONDERWIJS

##### Oprichting van een plaatselijk overlegorgaan. — Commentaar op de beslissing

De organisaties die in bovenvermelde paritaire commissie zetelen, namen op 24 januari 1996 een belangrijke beslissing houdende de oprichting van een plaatselijk overlegorgaan aan.

Het doel van deze beslissing is, voor overleg tussen de inrichtende machten en de vertegenwoordigers van het aan de bepalingen van het decreet d.d. 1 februari 1993 onderworpen personeel te zorgen.

Dit overleg moet :

— ertoe leiden dat de door de vertegenwoordigers van het personeel uitgebrachte adviezen door de inrichtende machten worden in aanmerking genomen;

— ertoe bijdragen dat de inrichtende machten en de personeelsvertegenwoordigers erover waken dat zij in de kortst mogelijke termijn tot beslissingen komen in verband met de materies bedoeld bij de beslissing d.d. 24 januari 1996 tot oprichting van een plaatselijk overlegorgaan;

— bijdragen tot de wederzijdse voorlichting van de personeelsleden en de leden van de inrichtende macht.

Alle organisaties erkennen dat deze beslissing geen afbreuk doet aan hun respectieve standpunten wat de drempels betreft vanaf welke Comités voor Veiligheid, Gezondheid en Verfraaiing van de Arbeidsplaatsen alsook Ondernemingsraden moeten worden opgericht.

Een onderscheid dient gemaakt tussen het overleg dat in de paritaire Commissie door de beslissing d.d. 24 januari 1996 geregeld werd en de inspraak.

Het overleg bestaat in een dialoog werkgevers-werknemers tussen de inrichtende machten enerzijds en de personeelsleden op wie het decreet d.d. 1 februari 1993 van toepassing is en die door hun vakbonden worden vertegenwoordigd.

Het overleg betreft de diverse materies aangaande de arbeidsbetrekkingen en -voorwaarden bedoeld in de beslissing en die verband houden met het sociaal doel.

De inspraak wordt door de inrichtende machten, directeurs, leerkrachten en ouders uitgeoefend.

Ze wordt toegepast op het opvoedkundig project, het zoeken naar een schoolproject en het tenuitvoerleggen ervan.

De paritaire commissie moet een huishoudelijk modelreglement van het plaatselijk overlegorgaan opmaken. Dit huishoudelijk modelreglement moet de volgende thema's aanpakken :

- toepassingsvoorwaarden van de kiesregels;
- oproepingstermijn voor de vergaderingen;
- termijn om een punt op de agenda te doen inschrijven;
- inhoud van de oproepingsbrief;
- rol van de voorzitter en voorwaarden voor zijn vervanging;
- rol van de secretaris, voorwaarden voor zijn keuze en vervanging;
- regels die moeten worden in acht genomen wat het verloop van de vergaderingen betreft;
- werkwijze inzake opstellen, goedkeuring en verspreiding van de notulen;
- wijze van voorlichting van de personeelsleden;
- bewaringsvoorwaarden van het archief en raadpleging ervan;
- werkwijze inzake wijziging van het huishoudelijk reglement;
- aanpassing van de wetsbepalingen inzake de economische en financiële inlichtingen rekening houdend met de specifieke aard van de onderwijsinrichtingen ten opzichte van de ondernemingen.

Op plaatselijk vlak moeten de ondertekenende partijen een huishoudelijk reglement opmaken waarbij de organisatievoorwaarden van het overleg worden vastgelegd en waarbij rekening moet worden gehouden met de verplichtingen en de beschikbaarheid van elke partner.

Het deelnemen aan de vergaderingen van het plaatselijk overlegorgaan mag geen aanleiding geven tot een bijzondere bezoldiging.

Wat de bevoegdheden betreft inzake overleg met betrekking tot de lessenpakketten en de affectatie van de klassen en klassegroepen, heeft het overleg betrekking op :

- de omschrijving van de algemene regels en criteria;
- het nazien van de goede toepassing van bedoelde criteria.

In geen geval heeft het overleg betrekking op de individuele wervingsbeslissingen of op de toewijzing van een klas aan een welbepaalde persoon. Deze individuele beslissingen blijven onder de uitsluitende bevoegdheid van de inrichtende macht ressorteren, onder voorbehoud van het recht voor het personeelslid om het geschil aanhangig te maken bij het Bemiddelingsbureau van de paritaire Commissie.

De werknemersvertegenwoordigers moeten over de tijd en de nodige faciliteiten beschikken om hun mandaat te kunnen uitoefenen. Bedoelde tijd en faciliteiten komen niet naast die welke omschreven zijn in de Centrale Paritaire Commissie voor het Vrij Confessioneel Onderwijs te staan of naast die welke voortspruiten uit de wetgeving betreffende de Ondernemingsraad en de Comités voor Veiligheid, Gezondheid en Verfraaiing van de Arbeidsplaatsen.

Het plaatselijk overlegorgaan heeft de verplichting om voor de voorlichting van de personeelsleden te zorgen in verband met de werkzaamheden ervan.

De personeelsvertegenwoordigers hebben het recht het personeel over de werkzaamheden van het plaatselijk overlegorgaan voor te lichten.

Dit recht tast het feit niet aan dat de inlichtingen die vertrouwelijk bezorgd worden aan het plaatselijk overlegorgaan, niet mogen worden onthuld. Het huishoudelijk reglement moet erover waken dat de algemene criteria worden omschreven zodat het mogelijk wordt te besluiten dat een dergelijke voorlichting door de vertrouwelijkheid wordt gedekt.

Het zal ook in een procedure voorzien om de geschillen terzake bij te leggen.

De ondertekenende partijen hebben de nodige schikkingen getroffen opdat de geschillen of conflicten betreffende de toepassing van de beslissing tot oprichting van een plaatselijk overlegorgaan onverwijld kunnen worden afgehandeld door het Bemiddelingsbureau van de Paritaire Commissie. Deze beschikkingen zijn tweërlei :

- een hoogdringend verhaal bij het Bemiddelingsbureau is voorzien. In dat geval moet de voorzitter ervoor zorgen dat de vergadering van het Bemiddelingsbureau in een termijn wordt gehouden die geen week mag overschrijden, te rekenen van de ontvangst van de vraag;
- het Bemiddelingsbureau bepaalt voor einde juni 1996 de decentralisatievoorwaarden, alsmede de materies die op dat vlak kunnen worden afgehandeld.

De inrichtende machten en de vakbonden hebben de verplichting tot deze spoedprocedure bij te dragen. Deze samenwerking neemt de volgende vormen :

- de partij die een geschil of een conflict aan het Bemiddelingsbureau voorlegt is ertoe verplicht afschrift van de vraag die ze indient aan alle andere partijen op het vlak van de betrokken inrichting, mee te delen (inrichtende macht en andere vakbonden);
- de partij die een geschil of conflict voorlegt wordt verzocht bedoelde vraag per telecopie aan de voorzitter van het Bemiddelingsbureau mee te delen.

Om de oproepingstermijn van het Bemiddelingsbureau te bespoedigen, mag de oproepingsbrief per telecopie aan alle partijen worden gericht.

De beslissing tot oprichting van het plaatselijk overlegorgaan treedt in werking op 1 juni 1996, met uitzondering van de bepalingen betreffende het kiesproces. Laatstgenoemde bepalingen treden in werking op 1 februari 1996.

Goedgekeurd op de zitting van de paritaire Commissie voor het Vrij confessioneel Basisonderwijs d.d. 24 januari 1996.

Voor de « Sc. G.E.C. »,  
A. BAUDUIN

Voor de « C.S.C. (F.I.C.) »,  
R. DOHOGNE

Voor de « F.G.T.B. (S.E.L.) »,  
Mevr. M.-Cl. PIRENNE

Voor de « C.G.S.-L.B. (A.P.P.E.L.) »,  
Mevr. Ch. GITTENS

F. 96 - 1045

[S - C - 29155]

27 MARS 1996. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française rendant obligatoire la décision du 24 janvier 1996 de la Commission paritaire de l'enseignement spécial libre confessionnel relative à la création d'une instance de concertation locale entre pouvoirs organisateurs et délégations syndicales compétente pour le niveau fondamental

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 1er février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné tel que modifié par le décret du 22 décembre 1994 portant mesures urgentes en matière d'enseignement, notamment l'article 97;

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 18 février 1993 relatif aux Commissions paritaires dans l'enseignement libre confessionnel;